

Le désengagement de Veolia, une vraie victoire

01.09.2015

Categories: Désinvestissement

La nouvelle est confirmée : Transdev, filiale de Veolia environnement et de la Caisse des dépôts, vient de céder toutes ses participations dans le tramway de Jérusalem à des investisseurs israéliens, qu'il s'agisse de sa participation de 5% dans le consortium propriétaire des équipements ou de l'opérateur du tramway, Connex Jérusalem, dont elle était actionnaire à 100%. Ainsi se concrétise le désengagement annoncé de Veolia du marché israélien et des territoires occupés.

Il n'y a plus désormais aucune participation française dans cette infrastructure coloniale puisqu'Alstom avait lui-même dû revendre ses 20% de participation dans Citypass en août 2013 à des investisseurs israéliens. C'est un signe significatif de l'isolement international d'Israël auquel conduit la colonisation.

L'AFPS a chèrement payé le combat politique et judiciaire mené depuis 2007 aux côtés de l'OLP contre la participation de Veolia à la colonisation, en particulier avec sa participation au tramway colonial de Jérusalem. Elle apprécie d'autant plus la portée de ce retrait qui constitue une vraie victoire pour l'ensemble du mouvement international Boycott Désinvestissement Sanctions et pour tous ceux, à travers le monde, qui défendent le droit international.

Nous constatons qu'il n'a pas été simple pour Veolia de mener à terme son projet de désengagement de l'ensemble de ses activités du marché israélien. Ce retrait risque de s'avérer fort coûteux pour l'entreprise qui avait fait un bien mauvais choix en investissant dans un projet qui violait le droit international. On l'a vu aussi tout récemment avec Orange, le désengagement, fût-il pour une simple licence de marque, a toujours un coût.

Les entreprises françaises doivent en tirer toutes les leçons. Investir en effet sur un marché où sont massivement violés droits de l'homme et droit international comporte des risques graves tant du point de vue juridique qu'en terme d'image et de communication. Le gouvernement français doit faire passer avec plus de force un message clair aux entreprises : tout investissement qui participe, même indirectement, à la colonisation viole le droit international et les conventions de Genève et doit être proscrit.

Le Bureau national de l'AFPS

Source:France-Palestine.org

